

L'employeur peut se faire assister par des collaborateurs appartenant à l'entreprise et choisis en dehors du comité. Ensemble, ils ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel titulaires. Les dispositions de l'article **L. 2315-3** relatives au secret professionnel et à l'obligation de discrétion leur sont applicables.

Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 27 novembre 2019, n° 19-14.224 (P) [ECLI:FR:CCASS:2019:SO01623]

Sous-paragraphe 2 : Champ de la négociation

L. 2315-41

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord d'entreprise défini à l'article **L. 2313-2** fixe les modalités de mise en place de la ou des commissions santé, sécurité et conditions de travail en application des articles **L. 2315-36** et **L. 2315-37**, en définissant :

- 1° Le nombre de membres de la ou des commissions ;
- 2° Les missions déléguées à la ou les commissions par le comité social et économique et leurs modalités d'exercice ;
- 3° Leurs modalités de fonctionnement, notamment le nombre d'heures de délégation dont bénéficient les membres de la ou des commissions pour l'exercice de leurs missions ;
- 4° Les modalités de leur formation conformément aux articles **L. 2315-16** à **L. 2315-18** ;
- 5° Le cas échéant, les moyens qui leur sont alloués ;
- 6° Le cas échéant, les conditions et modalités dans lesquelles une formation spécifique correspondant aux risques ou facteurs de risques particuliers, en rapport avec l'activité de l'entreprise peut être dispensée aux membres de la commission.

L. 2315-42

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En l'absence de délégué syndical, un accord entre l'employeur et le comité social et économique, adopté à la majorité des membres titulaires élus de la délégation du personnel du comité, fixe les modalités de mise en place de la ou des commissions santé, sécurité et conditions de travail mentionnées aux 1° à 6° de l'article **L. 2315-41**.

L. 2315-43

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En dehors des cas prévus aux articles **L. 2315-36** et **L. 2315-37**, l'accord d'entreprise défini à l'article **L. 2313-2** ou en l'absence de délégué syndical, un accord entre l'employeur et le comité social et économique, adopté à la majorité des membres titulaires élus de la délégation du personnel du comité peut fixer le nombre et le périmètre de mise en place de la ou des commissions santé, sécurité et conditions de travail et définir les modalités mentionnées aux 1° à 6° de l'article **L. 2315-41**.

Sous-paragraphe 3 : Dispositions supplétives

L. 2315-44

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En l'absence d'accord prévu aux articles **L. 2315-41** et **L. 2315-42**, le règlement intérieur du comité social et économique définit les modalités mentionnées aux 1° à 6° de l'article **L. 2315-41**.

En l'absence d'accord prévu à l'article **L. 2315-43**, l'employeur peut fixer le nombre et le périmètre de mise en place d'une ou plusieurs commissions santé, sécurité et conditions de travail. Le règlement intérieur du comité social et économique définit les modalités mentionnées aux 1° à 6° de l'article **L. 2315-41**.

service-public.fr